

GUERRE EN UKRAINE



Des policiers interpellent une manifestante, à Moscou, le 21 septembre.

ALEXANDER NEMENOV/AFP

« Je ne suis pas prêt à mourir pour Poutine »

L'annonce par le chef du Kremlin d'une mobilisation partielle a provoqué un choc dans la population russe

MOSCOU - correspondant

C'est un simple tchat de riverains d'une petite ville de la région de Moscou – quelques dizaines de personnes, des femmes en majorité, qui ont pour habitude d'échanger sur la messagerie WhatsApp. D'ordinaire, on y discute de tout et de rien, de l'état des potagers, des nuisances provoquées par les chiens errants, des confitures qu'on veut s'échanger, du prix des services communaux. Surtout pas de politique : question de savoir-vivre, dans une Russie où le sujet est cantonné, au mieux, aux cuisines, et où le débat public est un terrain perçu comme non seulement dangereux, mais aussi répugnant, gangrené par la corruption et la violence.

Quelques minutes à peine après l'adresse à la nation de Vladimir Poutine, mercredi 21 septembre, cette règle élémentaire de prudence et de politesse est oubliée. D'abord, un simple lien vers un site d'informations est publié : « Vladimir Poutine a signé l'oukase décrétant la mobilisation partielle pour l'Ukraine. » Une femme se lance. Avec pour seule arme une ironie teintée d'amertume : « Comment ça, la mobilisation ? Alors qu'il n'y a même pas la guerre ! Ou bien c'est comme avec la pandémie, un jour oui, un jour non ? Et nous, on paye tous les jours... »

Les vannes sont ouvertes, un flot d'émotions et d'inquiétudes se déverse brutalement :

« Vous ne lisez pas les nouvelles ? Tout a été prévu dès hier. Refuser la mobilisation est désormais un crime pénal.

– Je préfère encore faire de la

taule, au moins tu as une chance de survivre.

– Surtout qu'ils viennent de vider les prisons pour envoyer les prisonniers combattre... »

On dit les Russes mal informés ; mais le recours aux détenus, soigneusement caché, n'est qu'un secret de polichinelle. On les dit apathiques ; jusqu'à un certain point, celui où ils ne sont pas directement concernés, voire menacés. C'est tout le risque politique que sous-tend la mobilisation, même « partielle », décrétée par Vladimir Poutine.

COURRIER FATIDIQUE

« Vous savez, je ne suis pas d'accord. Pourquoi nos hommes devraient aller défendre les maisons et les terres de ceux qui les ont abandonnées ? Des maris et des fils, des gamins qui n'ont encore rien vu de la vie, vont mourir parce que les politiques l'ont décidé.

– Défendre contre qui ? Quelqu'un nous a attaqués ? Quelqu'un nous menace ? Laissez-moi rire.

– Riez mais c'est aussi notre terre, l'Ukraine ! Si on avait été moins faibles il y a huit ans, on aurait déjà détruit toute cette vermine.

– Tout ça va durer éternellement. Avec ces gens qui nous gouvernent, ceux qu'on n'a pas le droit de critiquer... »

Des dizaines de prisonniers échangés

L'Ukraine et la Russie ont procédé à un échange de prisonniers militaires, mercredi 21 septembre, le plus important depuis le début de l'invasion russe, fin février. Kiev a notamment récupéré 188 « héros » qui ont défendu l'aciérie Azovstal à Marioupol, symbole de la résistance ukrainienne, dont 108 membres du régiment Azov. Cinq commandants militaires, parmi lesquels des chefs de la défense d'Azovstal, ont été transférés « jusqu'à la fin de la guerre » en Turquie, aux termes d'un accord avec Ankara. De son côté, la Russie a récupéré 55 prisonniers, dont l'oligarque et ex-député Viktor Medvedtchouk, un proche de Vladimir Poutine, accusé de haute trahison en Ukraine.

– On ne pourrait pas agir plus fermement ? Des bombardements massifs... Pas besoin d'envoyer des gens en plus ! »

Quelques voix tentent de ramener l'ordre : « Écoutez, sur deux millions, ils n'en prennent que 300 000. Qui auront une formation adéquate et ne seront envoyés là-bas que dans trois mois... La victoire sera à nous parce qu'il ne peut pas en être autrement ! »

Une femme vient à la rescousse : « Arrêtez de répandre la panique ! Pour l'instant, tout le monde est sous le choc, évitons les rumeurs et les excès. » Un autre, cette fois : « La panique en temps de guerre, c'est de la trahison. Soyez attentifs. » Réponse pleine de défi : « C'est ça, exécution sur place, dans le potager. »

Déjà, sur Internet, apparaissent les premières informations faisant état de citoyens ayant reçu leurs ordres de mobilisation : des employés de l'administration pénitentiaire de Sibérie. Les entreprises battent le rappel de leurs salariés, les gouvernements font part de leurs objectifs chiffrés, les députés expliquent pourquoi ils sont plus utiles à Moscou. Les experts, eux, étudient l'oukase présidentiel et constatent : le flou règne, des passages sont gardés secrets, rien n'oblige les autorités à s'en tenir au chiffre annoncé de 300 000. En at-

tendant de savoir qui recevra le courrier fatidique, des centaines de milliers d'hommes reçoivent ordre de ne pas quitter leur ville ou leur région. D'autres doivent rejoindre leur région d'origine.

Dans le tchat des riverains, la réalité frappe à la fenêtre : « Il ne s'agit pas de panique, juste de mon neveu... Sa dernière permission a été annulée, on peut l'envoyer là-bas à tout moment » ; « Mon oncle vient d'avoir un infarctus, mais on lui a fait signer un papier assurant que tout va bien. Et là, au travail, on leur a demandé d'apporter leur livret militaire ! » ; « Ça fait deux semaines que mon mari stresse sur cette affaire en essayant de comprendre s'il en sera. Franchement, ça va être un génocide des deux côtés. »

RUPTURE DU PACTE SOCIAL

Dans les échanges, un mot revient sans cesse : « guerre ». Tabou depuis sept mois, rayé du vocabulaire officiel, et qui désormais vole de maison en maison. Avec lui, la sensation très nette de basculer dans quelque chose de nouveau. Depuis trente ans, dans les villages sans canalisations, dans les villes aux trottoirs défoncés, un mantra servait à tout justifier : « Au moins, il n'y a pas la guerre... »

Sur des milliers d'autres tchats comparables à ceux de la petite ville anonyme, sur les réseaux sociaux, pour les moins prudents, c'est la même explosion d'aigreur : « Où sont nos fameuses armes supersoniques ? » ; « Je ne suis pas prêt à mourir pour les ruines du Donbass ni pour Poutine » ; « Que les députés y aillent en premier, en n'oubliant pas d'emmenner leurs enfants installés à l'étranger. Parce que moi, pendant mon service, j'ai surtout appris à laver les sols. » Pour de tels messages, ces dernières semaines, des citoyens russes ont été poursuivis en justice.

DANS LES ÉCHANGES, UN MOT REVIENT SANS CESSER : « GUERRE ». TABOU DEPUIS SEPT MOIS, IL VOLE DÉSORMAIS DE MAISON EN MAISON

En l'espace de quelques heures, la placidité des Russes, nom poli d'une apathie politique profondément ancrée, est mise à rude épreuve par les annonces présidentielles. Ce réveil est un défi aussi pour le pouvoir russe. Dans la soirée, la relative faiblesse des manifestations organisées dans tout le pays malgré la répression (plus de 1300 personnes arrêtées mercredi, selon l'ONG OVD-info, spécialisée dans le décompte des interpellations, qui estime que des regroupements ont eu lieu dans 37 villes) confirme l'évidence qu'aucune révolte généralisée n'est à l'ordre du jour.

Mais la mobilisation militaire, décrétée après des mois de dénégations, va contre le pacte social le plus élémentaire du poutinisme, fondé sur un contrat pragmatique entre gouvernants et population : les premiers sont libres de gérer le pays à leur guise, de falsifier les élections, de s'enrichir, si, en échange, ils laissent les citoyens tranquilles dans leur vie quotidienne et leur permettent, parfois, d'améliorer leur niveau de vie. La réticence de la population face à la campagne de vaccination contre le Covid-19 avait déjà montré ce refus des Russes de voir l'Etat empiéter sur leur sphère privée.

Pour le Kremlin, il s'agit donc de mobiliser... après avoir tout fait, pendant vingt ans, pour démobili-

ser la société, la convaincre de ne pas se mêler des affaires du pays. Une partie importante des nouveaux appelés rejoindront les tranchées d'Ukraine en traînant des pieds, gonflant les rangs d'une armée qui manque de matériel et d'officiers. D'autres cherchaient frénétiquement sur Internet, comme en témoignent les statistiques des moteurs de recherche : « Comment quitter le pays ? », « Comment se casser le bras ? » Les derniers billets d'avion encore disponibles vers les destinations les plus exotiques s'arrachaient, eux, à des prix jamais atteints.

« FERMEZ LA DISCUSSION, VITE » Le recours à une idée supérieure, la défense de la patrie attaquée par un Occident décidé à la « détruire », selon le mot du président russe, ne suffit que partiellement à combler ce vide fait d'indifférence et de repli sur soi. Sur les chaînes Telegram des « patriotes Z », ces citoyens soutenant vigoureusement « l'opération spéciale » lancée en février, on peut certes lire de nombreux messages enthousiastes – « il était temps ! », pour le plus fréquent –, mais savoir ce que représente réellement cette frange active est difficile : les messages les plus critiques sont souvent effacés en temps réel.

Sur le tchat des riverains, en fin de matinée, la même inquiétude s'est installée. Une limite a été franchie, un participant va jusqu'à donner l'heure du rassemblement anti-mobilisation convoqué dans la petite ville. Réaction immédiate : « Admin ! Ferme la discussion, vite ! Et vous, les rombières, allez promener vos chiens. » Aussitôt, l'administrateur du groupe s'exécute. La discussion politique fut exceptionnelle ; elle aura duré moins de deux heures. ■

BENOÎT VITKINE